Clio. Femmes, Genre, Histoire

38 | 2013
Ouvrières, ouvriers

Épouses, mères et propriétaires : artisanes à Turin à l'époque moderne

Wives, Mothers and Owners: Artisans of Turin in the Early Modern Period

Beatrice Zucca Micheletto

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/11649>

DOI : [10.4000/clio.11649](https://doi.org/10.4000/clio.11649)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 241-252

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Beatrice Zucca Micheletto, « Épouses, mères et propriétaires : artisanes à Turin à l'époque moderne », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 38 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/clio/11649> ; DOI : [10.4000/clio.11649](https://doi.org/10.4000/clio.11649)

Tous droits réservés

Épouses, mères et propriétaires : artisanes à Turin à l'époque moderne

Beatrice ZUCCA MICHELETTO

« Angela Maria Negro, femme de Giuseppe Cora, représente qu'à ce jour, depuis 22 ans, elle a toujours exercé l'art de fabriquer des boutons en soie et or, au moyen de quoi elle a pu se maintenir elle-même, ainsi que sa famille, composée de huit enfants, à laquelle le Père ne peut pourvoir à cause de sa pauvreté, car il doit gagner de quoi vivre en qualité de domestique, ce pourquoi la Suppliante a été obligée de convertir sa dot de 250 livres dans le susdit fonds de négoce de boutons. Mais, comme il ne lui est pas permis de tenir boutique ouverte, car elle n'a pas fait son chef d'œuvre, elle est contrainte de se servir du nom d'un ouvrier agréé afin d'exercer ledit métier et de lui fournir une rétribution exorbitante pour ses ouvrages, ce pourquoi la pauvre suppliante est dans l'impossibilité de subvenir aux besoins de sa nombreuse famille en des temps calamiteux, et ainsi, jour après jour, le susdit fonds dotal est en train de se réduire ; et par ailleurs, si elle devait faire ledit chef d'œuvre, il lui faudrait faire une très lourde dépense, de cent livres et plus. Dans de telles circonstances, donc, la Suppliante n'a pas d'autre moyen pour éviter l'imminente consommation de son fonds et pour continuer à gagner sa vie que de recourir, comme en effet elle l'a fait, à Votre Majesté, et on lui a enjoint de joindre des justifications des choses qu'elle raconte, et à cet effet celles-ci ont été présentées comme il appert des attestations des 16 et 21 mars de l'année dernière, signées Franco et Pautriero, et sur la foi desquels et du recours passé elle se prosterne à nouveau aux pieds de Votre Sacrée et Royale Majesté en suppliant humblement qu'Elle daigne par un effet de sa grâce spéciale, après avoir considéré avec bienveillance les circonstances susdites et la malheureuse condition de la pauvre Suppliante, la bonne volonté de ladite de gagner sa vie au moyen de son labeur, la dispenser du chef d'œuvre prescrit par le *Memoriale a capi* [statut] de l'Université des fabricants de Boutons et, si nécessaire, d'y déroger comme besoin est dans ce cas (...) ».

« Sa Majesté, vues les circonstances représentées et la longue pratique de la suppliante dans l'art de fabriquer les boutons d'or, argent et soie, par un acte gracieux, mande au Magistrat du Consulat, dès lors qu'il sera certain de son

habileté par le biais d'un examen verbal ou d'une épreuve qu'il estimera nécessaire de lui prescrire, de lui permettre l'exercice dudit métier, Sa Majesté la dispensant de l'obligation de faire le chef d'œuvre et dérogeant pour cet effet aux dispositions des §§ 3, 4, 5 et 6 du *Memoriale a capi* [statut] de l'Université des fabricants de Boutons avec réponses approuvées par Lettres Patentes du 16 mars 1737. À Turin, le 16 juillet 1769 »¹.

Traduit de l'italien par Beatrice Zucca Micheletto

Le document présenté est une supplique tirée d'un corpus plus large conservé dans les archives du *Consolato di Commercio* de Turin. Cette supplique, rédigée en 1769 par une femme fabricante de boutons, Angela Maria Negro, femme de Giuseppe Cora, est d'abord envoyée au Roi et ensuite aux juges du *Consolato* dans le but de négocier son entrée dans la corporation citadine. Le *Consolato* était une magistrature de première et deuxième instance ; il supervisait les activités économiques – et notamment celles liées aux négoce et aux métiers encadrés par les corporations. Les juges étaient des négociants et des marchands de la ville et ils étaient chargés de régler les conflits parmi les communautés des arts, dans le commerce et dans les faillites. Ce tribunal recevait également les soumissions des aspirantes-maîtres. Le rapport avec le Roi était souvent conflictuel, et si le *Consolato* était censé accueillir les instructions royales en matière économique, il revendiquait néanmoins des marges d'autonomie². Les archives de cette magistrature, conservées aux Archives nationales de Turin, rassemblent tout acte de son activité (ordonnances, sentences, registres des corporations). J'utiliserai ici la supplique d'Angela Maria Negro comme point de départ pour saisir les multiples facteurs qui constituent l'identité de la majorité des femmes travailleuses à Turin au cours du XVIII^e siècle. Ici, les artisanes reçues dans les corporations – et celles qui postulent à l'aide d'une supplique pour y être admises – ne sont pas les plus nombreuses par rapport à celles qui exercent en dehors des corporations. Toutefois, comme on le verra, les arguments

¹ Archivio di Stato di Torino, sezioni riunite (dorénavant AST, sez. Riun.), *Consolato di Commercio, Bottonaj*, vol. 6.

² L'histoire du *Consolato di Commercio* et les conflits qui le traversent au XVIII^e siècle ont été retracés par Simona Cerutti 2003.

d'Angela Negro concrétisent *via* la parole écrite une sensibilité commune et évoquent des choix spécifiques vis-à-vis du rôle économique des femmes dans la société turinoise.

En rappelant l'importance des guildes féminines parisiennes et leurs luttes pour garder leur indépendance, Cynthia Truant a expliqué que les membres des corporations féminines ont obtenu une « qualité sociale effective », qui, loin d'être dénuée d'ambivalences et d'ambiguïtés, leur a pourtant fourni « une identité et un statut légal différents des autres ouvrières »³. Les maîtresses des corporations étudiées par Cynthia Truant jouissent sans doute d'une condition de privilégiées qui n'est pas forcément vérifiée dans d'autres contextes socio-économiques et culturels. En effet, pendant toute l'époque moderne, le travail des femmes n'est pas considéré par les contemporains comme un facteur d'identité mais comme un simple devoir. Dans les sociétés de l'Ancien Régime, tous, hommes et femmes, sont censés gagner leur vie et assurer le maintien de leur famille ; donc, même si les femmes travaillent, cela est rarement à l'origine d'une identité spécifique, tandis que leur place dans la famille, en qualité de filles, épouses et mères définit leur statut. À Turin les femmes sont presque totalement absentes des corporations (sauf les veuves qui ont le droit de continuer l'activité du défunt pourvu qu'elles paient un ouvrier agréé). Les corporations des tisserands en taffetas, des fabricants de boutons, des tailleurs et des fabricants de rubans admettent les maîtresses, mais à la marge ; très significativement, leur présence dans la corporation ne leur confère ni le droit de participer aux assemblées, ni d'être nommées aux charges politiques. En dépit de cela, les femmes constituent une présence effective et numériquement importante dans le marché du travail local. Durant le XVIII^e siècle, à Turin, l'artisanat – et notamment la production textile (depuis les tissus en soie jusqu'aux accessoires, tels les bas, gants, boutons, passementeries, rubans, et de la confection de vêtements à la broderie) est un des secteurs économiques cruciaux de la ville, qui ressemble environ 33% de la main-d'œuvre féminine⁴.

---

³ Truant 1996 : 61.

⁴ Donnée calculée par l'auteure à partir du recensement de la population turinoise de 1802 sur l'ensemble des femmes avec un métier (à partir de 15 ans). Le

Tout en s'inspirant des principes du colbertisme, les ministres du Roi réalisent entre les XVII^e et XVIII^e siècles des investissements considérables dans la soie. Le fil de soie de haute qualité est exporté sur les marchés internationaux, tandis que les tissus et autres pièces en soie sont destinés surtout à l'usage intérieur⁵. À cette époque, Turin est aussi un centre politique de premier rang, siège de la cour royale, des appareils bureaucratiques de l'État et des hiérarchies religieuses. C'est donc ce monde – avec les négociants-banquiers qui ont fait leur fortune avec l'exportation du fil de soie – qui nourrit la demande de biens textiles de luxe⁶. Le document présenté ici donne des clés pour comprendre l'identité des travailleuses turinoises, au moins de celles occupées dans les activités artisanales. En même temps, il suggère la complexité et l'ambiguïté de cette identité, résultat d'une stratification de facteurs culturels et économiques enracinés dans le contexte local.

Le but de la supplique est explicite : Angela Maria Negro cherche à être admise dans la corporation de fabricants de boutons (peut-être à la sollicitation directe des syndics ?) tout en bénéficiant d'une réduction des frais pour le chef d'œuvre. Cette supplique s'inscrit dans un contexte de réorganisation des corps de métiers turinois (les « Università ») qui a lieu dans la première moitié du XVIII^e siècle, lorsque les corporations rédigent des listes officielles de membres et demandent au Roi un renforcement de leurs privilèges⁷. Un conflit politique oppose alors les pouvoirs publics, et notamment l'autorité royale et la municipalité. Autour des corporations citadines, une partie importante de la société renforce son identité professionnelle et sociale et surtout construit une nouvelle identité politique, de laquelle les femmes restent exclues. Les fabricants de boutons en or, argent et

---

recensement de la ville a été saisi par une équipe d'étudiants coordonnée par M.C. Lamberti. La base de données est conservée au département d'Histoire économique de l'université de Turin. Je remercie Madame Lamberti pour l'avoir mis à ma disposition ; voir Lamberti 2002.

⁵ Chicco 1995.

⁶ Ces mêmes groupes sociaux stimulent par ailleurs une forte demande de personnel domestique, au point que les métiers de service constituent l'autre pilier économique de la ville.

⁷ Cerutti 1990.

soie obtiennent un premier renouvellement de leur statut en mars 1737 qui interdit « à une personne quelconque de travailler ou faire travailler à l'aide d'ouvriers ou apprentis, aucune sorte des dits boutons en or ou argent (...) si la personne n'aura pas fait son chef d'œuvre et passé l'examen sous la peine de 25 écus d'or » (sauf les veuves)⁸. En dépit de cela, après 1737, de nombreuses femmes continuent d'exercer sans avoir passé l'examen. En effet celles-ci n'ont aucun intérêt à rejoindre la corporation qui impose des frais et des contrôles et les exclut des activités politiques. Certaines sont dénoncées par les syndics qui menacent la fermeture de l'activité et la saisie des fonds de négoce. Les artisanes protestent parce que cette activité assure « leur propre survie et celle de leur famille »⁹. Le statut des fabricants de boutons est alors intégré par un arrêt royal de 1740, qui suspend toute procédure en justice contre les femmes dénoncées et leur octroie le droit d'exercer et de tenir boutique ouverte, pourvu qu'elles déclarent l'activité et prennent en charge les frais du chef d'œuvre dans le plus bref délai possible – en d'autres termes qu'elles acceptent les règles du corps. De fait, pendant de longues décennies, les épisodes des femmes avec un atelier « abusif » se poursuivent, ainsi que les dénonciations des fabricants. Ces femmes ne peuvent pas échapper à la corporation mais, en même temps, n'ont aucune intention d'assurer les frais demandés. Elles choisissent donc de s'adresser au Roi, *via* une supplique, et par ce biais d'arriver au *Consolato di Commercio* afin de négocier un accès à la corporation à des conditions avantageuses. Pour soutenir son argumentation, Angela décide de valoriser certains aspects spécifiques de son parcours professionnel et de sa vie.

Le genre de la « supplique » a été l'objet de recherches récentes qui s'accordent sur la complexité de la source et mettent en garde contre un usage peu averti¹⁰ ; ainsi la volonté de présenter l'unicité de son

---

⁸ « sia proibito a qualunque persona di travagliare o far travagliare per mezzo di lavoratori o apprendisti, alcuna sorta di detti bottoni d'oro o d'argento (...) se non avrà la persona fatto il capo d'opera e subito il dovuto esame sotto pena di scudi 25 d'oro », Duboin, t. 17, 1818-1869 : 149-154.

⁹ Duboin, t. 17, 1818-1869 : 154.

¹⁰ Van Voss 2001 ; Nubola & Würbler 2002 ; Millet 2003 ; Cerutti 2010 : 571.

propre cas cohabite avec la nécessité de répondre aux attentes des interlocuteurs, et notamment au rôle social attendu. En conséquence, ces textes rassemblent des éléments d'auto-représentation, des traits stéréotypés qui reproduisent le rôle de la femme dans la société, ainsi que des détails biographiques réels ; cela nous délivre une image composite de l'artisanne turinoise. Tout d'abord, la supplique d'Angela Negro montre que l'identité de la travailleuse reste associée à celle de la mère et de l'épouse soucieuse du bien-être de sa famille. En même temps, à son tour, ce genre d'argumentation est pour Angela – mais aussi pour les autres artisanes protagonistes de suppliques analogues – un moyen de négocier leur entrée dans la corporation. En deuxième lieu, ce document suggère le rôle crucial de la dot dans les dynamiques de l'économie domestique et du travail.

Considérons maintenant le texte. Au contraire de ce que l'on pourrait imaginer, la supplique d'Angela ne fournit pas d'indications sur son habileté professionnelle ni sur son expérience. Une fois seulement, au début du texte, cette femme se limite à rappeler qu'elle a « toujours » travaillé à la fabrication des boutons, et cela « depuis 22 ans ». De son côté, dans sa réponse, le Roi ne fait pas référence aux capacités d'Angela, mais explique que la dispense du chef d'œuvre lui est octroyée en raison « des circonstances représentées et la longue pratique de la suppliante dans l'art de fabriquer les boutons d'or, argent et soie ». Or, si « la longue pratique » n'a pas besoin davantage d'explications, il reste à clarifier quelles sont les autres « circonstances représentées ».

En premier lieu, la supplique d'Angela est riche en détails biographiques qui font appel aux stéréotypes collectifs caractérisant son appartenance de genre. Depuis les premières lignes, Angela explique qu'avec son travail « elle a pu se maintenir elle-même, ainsi que sa famille, composée de huit enfants ». Il s'agit d'un thème qui revient tout au long du texte : Angela doit « subvenir aux besoins de sa nombreuse famille » et « gagner sa vie ». Et cela d'autant plus que son mari ne peut pas s'occuper du ménage « à cause de sa pauvreté, car il doit gagner de quoi vivre en qualité de domestique ». Les propos d'Angela évoquent le rôle central du travail féminin dans les stratégies de survie du ménage, tandis qu'ils laissent entrevoir la précarité des emplois masculins. À Turin, le service domestique était le secteur le plus important pour

l'occupation des hommes et des femmes. À l'instar d'autres villes italiennes, les métiers de service occupaient une large portion de la population adulte¹¹ : certain-e-s réalisaient de véritables carrières, mais la plupart passait d'un maître à l'autre, dans un emploi à l'autre. Le mari d'Angela ne semble pas faire exception, car dans un acte notarié antécédent il est décrit comme « cuisinier », sans biens et avec un salaire de 5 livres chaque mois¹². Sa précarité rend donc indispensable le travail d'Angela. De plus, cette artisane n'hésite pas à se désigner à plusieurs reprises comme « pauvre ». Sa pauvreté (ainsi que celle de son mari) renvoie à une instabilité matérielle et relationnelle plus large qui confère le droit de s'adresser au Roi – qui agit ici en qualité de père bienveillant – et de bénéficier de ses grâces. Toutes ces argumentations sont sans doute fondées et trouvent justification dans la situation difficile de la famille Cora et dans la grave crise économique et sociale qui touche la ville dans la deuxième moitié du siècle. En même temps elles sont alléguées comme prétexte par Angela qui reconduit ainsi le sens de son métier et de son identité de travailleuse à l'intérieur de « la cage de l'économie familiale »¹³. Son travail et son profil professionnel sont présentés donc comme subordonnés au rôle social que la société attend d'elle : le devoir de gagner sa vie et de maintenir sa famille en tant qu'épouse et mère de famille. La conclusion de la supplique revient encore une fois sur les argumentations développées. Angela supplie le Roi d'être dispensée du chef d'œuvre en prenant en compte « la malheureuse condition de la pauvre Suppliante, la bonne volonté de ladite de gagner sa vie au moyen de son labeur ». Il est intéressant de remarquer que les mots d'Angela (et d'autres artisanes dans une situation analogue) sont pratiquement les mêmes utilisés, plus de vingt ans auparavant, par les artisanes dénonçant au roi les mauvais traitements des fabricants de bouton (une plainte qui avait emmené à l'arrêt royal de 1740).

Angela introduit un deuxième élément intéressant. En expliquant qu'elle « a été obligée de convertir sa dot de 250 livres dans le (...) fonds de négoce de boutons », cette artisane rappelle que la propriété est une

¹¹ Arru 1992.

¹² AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1760, l. 10, ff. 7r-10v.

¹³ Pour utiliser une expression efficace de Groppi 1996 : 119-163.

composante essentielle de son identité. En effet, les femmes turinoises disposent d'une dot, qui, bien qu'en théorie inaliénable, peut être investie dans une activité économique. Ceci n'est pas une argumentation fictive. Dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, en pleine crise économique et sociale, le recours à l'aliénation dotale est une situation très répandue à Turin. Il s'agit d'une procédure juridique qui permet aux conjoints de récupérer la dot en espèces et de l'utiliser concrètement pour démarrer une activité ou pour approvisionner un commerce ou un fonds de négoce (ou encore pour payer les dettes)¹⁴. De son côté, Angela présente « des attestations » de Franco et Pautiero, les notaires chargés par le tribunal de la *Giudicatura* d'enregistrer les actes d'aliénation dotale. Une recherche nominative dans les archives notariales de la ville m'a permis de repérer les actes rédigés à la conclusion de la procédure. Il se trouve que l'aliénation a eu lieu en deux temps, bien avant la supplique ici analysée. La première moitié de la dot (125 livres) a été aliénée en octobre 1756, c'est-à-dire un mois après l'acte de constitution dotal (daté du septembre 1756) tandis que la deuxième tranche est demandée en mars 1758 et finalement payée en septembre 1760 (la supplique de son côté date de juillet 1769)¹⁵. La référence d'Angela à sa dot et à son investissement confirme le rôle économique crucial de cette femme dans la survie du ménage et surtout lui permet de faire allusion, en soutien de sa demande, au risque de perdre son capital dotal. En effet, « comme il ne lui est pas permis de tenir boutique ouverte, car elle n'a pas fait son chef d'œuvre, elle est contrainte de se servir du nom d'un ouvrier agréé afin d'exercer ledit métier et de lui fournir une rétribution exorbitante pour ses ouvrages ». Cela non seulement ne lui permet pas de « subvenir aux besoins » de sa famille « en des temps calamiteux » mais comporte aussi le risque que « jour après jour, le susdit fonds dotal [ne soit] en train de se réduire ». D'autre part, le résultat ne serait pas différent si elle était obligée de passer son chef d'œuvre : elle se trouverait à soutenir « une très lourde dépense, de cent liras et plus » (et

¹⁴ J'ai étudié les aliénations dotales dans Zucca 2011a : 161-186 ; voir aussi Zucca 2011b et 2013.

¹⁵ AST, sez. riun., *Insinuazione di Torino*, a. 1760, l. 10, ff. 7r-10v, *Quittanza delli Giuseppe ed Angela Maria giugali Cora a favore di Bartolomeo Uscello per lire 112 soldi 10*.

donc, à perdre au moins la moitié de sa dot). Angela évoque ici clairement le risque de rester une femme « indotata » (« sans dot »). Dans ce sens, sa pauvreté – son « malheur » – consiste aussi dans la possibilité de perdre son capital dotal. L'argumentation est bien choisie, car les femmes sont considérées « mineures » en matière de propriété et les institutions d'Ancien Régime se présentent comme leurs garants. À Turin, comme dans d'autres pays de droit romain, le système dotal se base sur le principe de la séparation des biens entre conjoints. Les biens de la femme mariée sont formellement placés sous le contrôle marital, sauf les paraphernaux, qui restent toujours en propriété de la femme et sont composés par l'ensemble des biens dont elle a hérité de sa famille d'origine et/ou résultant de son travail¹⁶. Pour enlever tout abus de la part du mari, donc, l'aliénation de la dot doit avoir lieu devant un juge, avec le consentement explicite de la femme et avec l'engagement du couple à l'utiliser pour la survie du ménage. Souvent les actes d'aliénation comprennent les quittances de créanciers à certifier le bon usage du capital dotal¹⁷.

Deux conclusions ressortent de cette analyse de la source. En premier lieu, la supplique d'Angela montre que les femmes peuvent (et savent) négocier leur place dans le monde du travail en s'appuyant sur des argumentations qui évoquent explicitement leur rôle dans l'économie familiale et qui font allusion au risque de rester dépourvues de la dot. C'est exactement grâce à ce genre d'argumentations – qui d'une part font appel aux stéréotypes féminins et qui de l'autre évoquent un imminent déclassement social et économique (plus à craindre qu'effectif) – qu'Angela négocie son entrée dans la corporation à des conditions avantageuses¹⁸. Ainsi, le roi la dispense-t-elle du chef d'œuvre en dérogeant à certains chapitres du statut des fabricants de boutons ; en revanche, elle sera admise dans la corporation (c'est-à-dire qu'elle obtiendra le droit d'exercer et de tenir boutique) après examen verbal (ou un autre examen pratique réduit, à l'arbitrage du *Consolato*).

¹⁶ C'est-à-dire quand la femme est « industriosa » (industrireuse), Ago 1996 : 172.

¹⁷ Zucca 2011a : 169-171.

¹⁸ Ces mêmes dynamiques sont à l'œuvre dans la Rome du XVIII^e siècle, dans les luttes qui opposent les tailleurs de la corporation contre les femmes et les Juifs : Groppi 2002a : 137-161.

En conclusion, Angela doit accepter d'intégrer la communauté des fabricants de boutons pour assurer la poursuite de son travail ; néanmoins elle négocie son entrée à l'aide de ses multiples identités d'épouse/mère de famille, de travailleuse et de propriétaire.

En second lieu, la supplique d'Angela montre que la propriété est un trait essentiel de l'identité des travailleuses turinoises, bien plus que l'appartenance à un corps de métier. La dot, requis indispensable au mariage, constitue un enjeu majeur de l'économie et de l'accès au marché du travail puisqu'elle peut être investie dans une activité économique destinée à gagner sa propre vie et à assurer le maintien de sa famille. On peut alors, dans un premier temps, se demander si et comment la propriété féminine affecte les relations de pouvoir entre les sexes (et notamment entre mari et femme). Autrement dit il est très probable que l'emploi de la dot au sein du ménage permette aux femmes de jouir d'un pouvoir de parole et de négociation face à l'autorité maritale. En deuxième lieu, l'histoire d'Angela Negro suggère que, si on veut renouveler les questions et les approches autour du travail des femmes, il faut sans hésitation creuser le rapport entre travail et propriété. Où les femmes trouvent-elles les moyens pour leurs activités économiques ? Comment s'installent-elles ? Quelles en sont les conséquences ? Ces questions, encore très peu considérées par l'historiographie¹⁹, sont cruciales car elles permettent de dévoiler des frontières et des hiérarchies dans l'univers du travail féminin qui vont au-delà de la dichotomie maîtresse/ouvrière. Par ailleurs, la relation entre travail et propriété est cruciale aussi pour comprendre certaines dynamiques à l'œuvre dans la société contemporaine. La diffusion du micro-crédit fournit un bon exemple. Comme on le sait, celui-ci est un système de financement destiné à des individus trop pauvres ou trop faibles pour avoir accès aux réseaux bancaires. Or, très significativement les femmes décidées à démarrer ou améliorer une activité économique sont les bénéficiaires les plus nombreuses de ces circuits, en Europe comme dans les pays pauvres de la planète²⁰ ; ce qui signale que, encore aujourd'hui, le rapport entre travail et propriété est problématique.

---

¹⁹ Voir par exemple Groppi 1996 et 2002b.

²⁰ Sen 2003 : 267-269.

Bibliographie

- AGO Renata, 1996, « Oltre la dote. I beni femminili », in Angela GROPPi (dir.), *Il lavoro delle donne*, Roma-Bari, Laterza, p. 164-182.
- ARRU Angiolina, 1992, « Servi e serve: le particolarità del caso italiano », in David KERTZER & Richard SALLER (dir.), *Storia della famiglia italiana 1750-1950*, Bologna, Il Mulino, p. 273-306.
- CERUTTI Simona, 1990, *La Ville et les métiers : naissance d'un langage corporatif. Turin 17^e-18^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- , 2003, *Giustizia sommaria: pratiche e ideali di giustizia in una società di Ancien Régime (Torino XVIII secolo)*, Milano, Feltrinelli.
- , 2010, « Travail, mobilité et légitimité. Suppliques au roi dans une société d'Ancien Régime (Turin, XVIII^e siècle) », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, 65/3, p. 571-611.
- CHICCO Giuseppe, 1995, *La Seta in Piemonte 1650-1800*, Milano, F. Angeli.
- DUBOIN Felice Amato, 1818-1896, *Raccolta per ordine di materie delle leggi, cioè patenti, manifesti ecc.. pubblicate sino all'8 dicembre 1789 sotto il felicissimo dominio della Real Casa di Savoia (...) compilata dall'avvocato Felice Amato Duboin*, Torino, Marcio Tip.
- GROPPi Angela, 1996, « Lavoro e proprietà delle donne in età moderna », in Angela GROPPi (dir.), *Il Lavoro delle donne*, Roma-Bari, Laterza, p. 119-163.
- , 2002a, « Une ressource légale pour une pratique illégale. Les juifs et les femmes contre la corporation des tailleurs dans la Rome pontificale (XVII^e-XVIII^e siècle) », in Renata AGO (dir.), *The Value of the norme*, Roma, Biblink, p. 137-161.
- , 2002b, « A matter of fact rather than principle: women, work and property in papal Rome (eighteenth-nineteenth centuries) », *Journal of Modern Italian Studies*, 7/1, p. 37-55.
- LAMBERT Maria Carla, 2002, « Una fonte "vecchia" per nuovi problemi: i censimenti per lo studio della mobilità in età preindustriale », *Quaderni Storici*, XXXVII, p. 545-552.
- MILLET Hélène (dir.), 2003, *Suppliques et requêtes. Le gouvernement par la grâce en Occident (XII-XV siècle)*, Rome, Éditions de l'École Française de Rome.
- NUBOLA Cecilia & Andreas WÜRLER (dir.), 2002, *Suppliche e "gravamina". Politica, amministrazione, giustizia in Europa (secoli XIV-XVIII)*, Bologna, Il Mulino.
- SEN Amartya, 2003, *Un Nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, O. Jacob [Trad. de *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 1999].
- TRUANT Cynthia, 1996, « La maîtrise d'une identité ? Corporations féminines à Paris aux XVII^e et XVIII^e siècles », *CLIO. Histoire, Femmes et Sociétés*, 3, « Métiers, corporations, syndicalismes », p. 55-69.

VAN VOSS Lex Heerma (dir.), 2001, « Petitions in Social History », *International Review of Social History*, supplement n°9.

ZUCCA MICHELETTO Beatrice, 2011a, « À quoi sert la dot ? Aliénations dotales, économie familiale et stratégies des couples à Turin au XVIII^e siècle », *Annales de Démographie Historique*, p. 161-186.

—, 2011b, « Reconsidering the southern Europe model: dowry, women's work and marriage patterns in pre-industrial urban Italy (Turin, second half of the 18th century) », *The History of the Family*, 16/4, p. 354-370.

—, 2013, *Femmes, travail et propriété en temps de crise (Turin, XVIII^e siècle)*, Rouen-Le Havre, Presses universitaires Rouen-Le Havre (à paraître).